

**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) – POLE DE LA MAITRISE D’ouvrage**

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE (DLP) – DIVISION DE LA RESTAURATION ET DE L’HEBERGEMENT**

|  |
| --- |
| **ASSISTANCE À MAÎTRISE D’OUVRAGE**  **RECRUTEMENT D’un programmiste en vue de  LA RÉORGANISATION ET de LA RÉNOVATION  DES SITES DE RESTAURATION  DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE**  **MARCHÉ 25M031-00L** |

**ACTE D’ENGAGEMENT**

Pouvoir adjudicateur : **Assemblée nationale**

Représentant du pouvoir adjudicateur : **Collège des Questeures de l’Assemblée nationale**

Procédure : **Procédure adaptée L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-5 du code de la commande publique (CCP).**

Comptable assignataire : **Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale**

# ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une assistance à maîtrise d’ouvrage en vue de la réorganisation et de la rénovation des sites de restauration de l’Assemblée nationale. La mission consiste en l’établissement d’un diagnostic et la fourniture d’études fonctionnelles de scénarios.

Le titulaire du marché devra combiner une expérience de programmation technique et architecturale en site occupé et dans des domaines patrimoniaux à une expertise reconnue dans le domaine de la restauration, en économie de la construction, en développement durable et en accessibilité à tous. La mission requiert une expertise poussée des pratiques de l’Assemblée nationale en matière de restauration collective et commerciale ainsi qu’une connaissance fine des évolutions les plus récentes concernant les besoins de la maitrise d’ouvrage et les attentes des usagers.

# ARTICLE 2 – Forme DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché ordinaire.

# ARTICLE 3 – DURÉE ET DÉLAI D’EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle estimée à 5 mois, à compter de sa notification conformément à l’article 13.1.1 du CCAG-PI.

Les délais de réalisation des missions et de remise des livrables sont fixés à l’article 7 du CCTP.

Une prolongation du délai d’exécution peut être accordée par l’Assemblée nationale dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG-PI.

# ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DU CONTRACTANT

**4.1 – Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle**

Je soussigné(e),

M, Mme (Nom et prénoms) :

**Agissant en mon nom personnel,**

Domicilié à (adresse complète) :

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

(1) Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».

Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution du marché :

      …………………………………….………………………………………………………

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des pièces constitutives du marché qui y sont mentionnées et conformément à leurs clauses et stipulations,

m'**ENGAGE** sans réserve à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si le marché m’est attribué dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

**4.2 – Cadre à remplir si le contractant est une société (ou un groupement d’intérêt économique)**

Je soussigné(e),

M, Mme (Nom, prénoms et qualités) :

**Agissant au nom et pour le compte de la société** :

Au capital de :

Ayant son **siège social** à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET x 14 chiffres) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

° ° °

**Établissement qui effectuera la prestation** :

**Adresse complète**

- **numéro SIRET** (x 14 chiffres) **de l’établissement qui effectuera la prestation** :

**Personne de contact :**      

**Numéro de téléphone :**        **Courriel :**      ……………………………………….

*(1) Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».*

Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution du marché :

      …………………………………….…………………………………………………………

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des pièces constitutives du marché qui y sont mentionnées et conformément à leurs clauses et stipulations,

m'**ENGAGE** sans réserve à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si le marché m’est attribué dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

**4.3 – Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d’entreprises**

[**Nota bene** : *chaque membre du groupement doit compléter un des cadres ci-dessous en utilisant :*

* *soit les rubriques définies dans le cadre du 3.1 ci-dessus si l’entreprise est une entreprise individuelle,*
* *soit les rubriques définies dans le cadre du 3.2 ci-dessus si l’entreprise est une société ou un groupement d'intérêt économique.*]

**Nous soussignés**,

Cotraitant 1 :

Cotraitant 2 :

Cotraitant 3 :

Le groupement ainsi constitué étant :  conjoint  solidaire

*(cocher la case correspondante)*

Le MANDATAIRE du groupement ainsi constitué étant :

représenté(e) par :

Adresse mèl à laquelle notifier la décision relative à l’attribution du marché :

      …………………………………….…………………………………………………………

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des pièces constitutives du marché qui y sont mentionnées et conformément à leurs clauses et stipulations,

nous **ENGAGEONS** sans réserve, en tant que cotraitants, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si le marché nous est attribué dans un délai de **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

# ARTICLE 5 – PRIX

Les prestations sont rémunérées **par un prix global et forfaitaire égal à** :

- Prix hors T.V.A       Euros *(en chiffres)*

- T.V.A. au taux de **%**, soit       Euros *(en chiffres)*

- Montant T.T.C       Euros *(en chiffres)*

La **décomposition du prix global et forfaitaire** détaille le montant des prestations.

# ARTICLE 6 – PAIEMENTS

**6.1 – Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle ou une société**

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titulaire au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le titulaire déposera ses factures sur le portail de l’Assemblée nationale.

**6.2 – Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d'entreprises**

***6.2.1. Cadre réservé au groupement conjoint :***

En cas de groupement conjoint, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le portailde l’Assemblée nationale.

***6.2.2. Cadre réservé au groupement solidaire :***

***6.2.2.1. En cas de paiement sur un compte unique :***

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire ne sont pas individualisables, les prestations feront l’objet d’un paiement sur un compte unique (joindre le RIB).

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le mandataire du groupement sera le seul habilité à déposer les factures au nom du groupement sur le portailde l’Assemblée nationale.

***6.2.2.2. En cas de paiements sur des comptes distincts :***

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire sont individualisables, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent accord cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B. ou un R.I.P.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le portailde l’Assemblée nationale.

Le candidat est-il une PME, au sens de la recommandation de la Commission européenne n°2003/361/CE du 6 mai 2003 ?  Oui  Non

# ARTICLE 7 – AVANCE

Le contractant *(cocher la case correspondante)* :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 6.2 du CCAP.

refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 6.2 du CCAP.

# ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

**8.1 Sous-traitance déclarée au moment de l’offre**

Pour chaque sous-traitant présenté, le candidat annexe au présent acte d’engagement un formulaire DC4[[1]](#footnote-1) (dans sa version du 1er avril 2019), dûment complété, portant présentation du sous-traitant concerné.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le DC4 et l’annexe 1 du présent acte d’engagement constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession de créance.

À chaque DC4 sont joints les documents établissant ses capacités professionnelles et financières.

Chaque DC4 constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

La notification du présent marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Le montant total des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

      Euros H.T.,

soit       *(en lettres).*

**8.2 – Sous-traitance déclarée après la conclusion du marché**

Pour chaque sous-traitant, le titulaire remettra un formulaire DC4 et les documents justificatifs dans les conditions fixées à l’article 8.1 ci-dessus.

Le titulaire devra en outre établir qu’une cession ou un nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L’acceptation du sous-traitant et l’agrément des conditions de paiement seront notifiés au titulaire par l’Assemblée nationale. Le montant des prestations sous-traitées figurant dans cet acte spécial correspond au montant maximal de la créance que le sous‑traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession.

|  |
| --- |
| **Partie à compléter obligatoirement par le ou les candidats pour la présentation de leur offre :** |
| Fait en un seul original,  À ……………………………………………………….    Le ……………………………………………………….    Signature du (des) candidat(s) *(identité du signataire et cachet de la société)* : |
| **Partie réservée à l’Assemblée nationale :** |
| Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,  À ………………………………………………………..  Le ……………………………………………………….  Pour le pouvoir adjudicateur, |
|  |

**ANNEXE 1**

**RÉPARTITION DES SOMMES DUES ENTRE CO-TRAITANTS   
ET SOUS-TRAITANTS ADMIS AU PAIEMENT DIRECT**

À remplir obligatoirement en cas de cotraitance (groupement conjoint) ou de sous-traitance

*Fichier de calcul également disponible en format Excel joint*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **Marché:** *référence* | **25M031-00L** | | |
|  |  |  |  | | |
|  |  | **Montant du marché HT :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  | **Montant du marché TTC :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  | | **Nom des entreprises** | **Répartition** | **Montant** | **Montant** |
| **en %** | **HT** | **TTC** |
| Titulaire et cotraitants | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| TVA des sous-traitants perçue par le titulaire au titre de l’auto-liquidation : indiquer ici le **montant total de la TVA qu'auraient dû verser les sociétés sous le régime de l'auto-liquidation, et à verser par le titulaire** | | |  |
| **Total dû au titulaire** | | |  |
| **Sous-traitants** | **Non soumis** au régime d’auto-liquidation de la TVA |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Soumis** au régime d’autoliquidation de la TVA |  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| **TOTAL** (doit être égal au montant total du marché, tel que figurant dans l'acte d'engagement) | | |  |  |  |
| **Date :**  **Signature et cachet du titulaire et des cotraitants en cas de groupement :** | | | | | |

**ANNEXE 2  
DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE DES PRESTATIONS DÉFINI À L’ARTICLE 3 DE L’ACTE D’ENGAGEMENT**

Cf. fichier Excel joint

1. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> [↑](#footnote-ref-1)